Luuk van Middelaar

« La Hongrie est devenue une autocratie électorale »

Le discours antimigrants de Viktor Orban cache sa volonté de détruire la démocratie hongroise. Si l'UE allait au bout de la logique de ses valeurs, cela signifierait l'exclusion du pays, estime le philosophe

Luuk van Middelaar est philosophe politique et professeur de droit européen à l'université de Leyde, aux Pays-Bas. Ancien conseiller du président du Conseil européen Herman Van Rompuy (2010-2014), il est l'auteur de *Quand l'Europe improvise* (Gallimard), à paraître le 18 octobre. Il tire les enseignements du vote des eurodéputés, le 12 septembre, à Strasbourg, en vue d'activer contre la Hongrie la procédure pouvant aller jusqu'à la suspension de ses droits de vote (article 7).

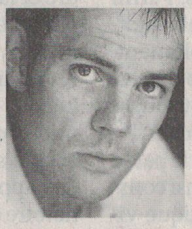
Que signifie le vote du Parlement européen en faveur de la procédure de sanctions prévue à l'article 7, à l'encontre de la Hongrie de Viktor Orban ?

C'est un moment de clarification et de reconfiguration pour la droite au sein du Parti populaire européen (PPE). Le centre droit cherche à se démarquer des extrêmes, qu'ils soient nationalistes ou antidémocrates, dans un contexte où les deux familles politiques au cœur de la construction européenne sont ébranlées comme jamais.

La social-démocratie est touchée par la grande crise financière de 2008. Bien en dessous de 10 % en France ou aux Pays-Bas, les scores des socialistes atteignent des chiffres qui auraient été considérés comme absurdes voici dix ans. L'autre grande famille – le centre droit, les chrétiens-démocrates et les conservateurs – est de son côté secouée par la crise migratoire, qui s'est accentuée depuis 2015 et l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés, en particulier en Allemagne.

Orban se présente pourtant comme un chrétien-démocrate pour rassurer ses alliés de droite...

Oui, mais on distingue deux lignes a priori irréconciliables dans la famille chrétienne-démocrate. Celle de la chancelière allemande, Angela Merkel, dans le rôle du bon samaritain, ouverte à l'immigration, plaidait pour une forme de solidarité européenne. Celle d'Orban, qui se veut le croisé de l'Occident, est quant à elle antimigrants et très identitaire, avec un discours portant dans l'ensemble européen. Tout en étant le premier ministre d'un petit pays, il exerce une attraction sur une grande partie de la droite et des opinions publiques en Europe de l'Ouest.



TWITTER

Le vote de l'article 7 est un premier signe de démarcation au sein du PPE, qui avait toujours défendu Orban comme l'un de ses membres. Dans la perspective des élections européennes de mai 2019, certains se rendent compte de l'impossibilité de mener campagne avec Angela Merkel et Viktor Orban comme têtes d'affiche, d'autant que le scrutin va porter sur le sujet migratoire, comme l'ont montré toutes les élections nationales récentes, en Allemagne, en Italie, en Hongrie ou en Suède. Ces deux personnalités ont incarné deux pôles opposés pendant la crise des migrants.

La clarification vis-à-vis de la Hongrie va-t-elle en rester là, ou le PPE peut-il exclure Orban ?

La logique voudrait que la clarification se poursuive, mais ce n'est pas sûr. Certains au PPE ont pu vouloir marquer leur différence, puis dire : *« Attendons que cela passe. »* Le PPE est animé d'un fort esprit de pouvoir. Cela remonte à Helmut Kohl *[chancelier allemand 1982-1998]*, qui, à la suite de la chute du Mur, était allé chercher les figures d'Europe centrale issues de la transition, dont on connaissait à peine les noms. Dont Viktor Orban, qui, à l'époque, était plutôt à gauche. L'ancien chancelier allemand affirmait : *« On n'a pas réunifié l'Europe pour que les socialistes prennent le pouvoir. »* Les conservateurs et chrétiens-démocrates n'ont pas perdu de vue ce principe, même si les socialistes ne représentent plus un problème, étant donné leur affaiblissement.

En quoi cette polarisation est-elle liée à l'élection de Donald Trump ?

L'élection de Donald Trump joue un grand rôle, car son slogan *« America first »* a un effet toxique sur le débat politique européen. Les mouvements de droite nationalistes et antidémocrates sont encouragés par le président américain. Il légitime leur radicalisation, car tous ces gens ont de fait un allié à la Maison Blanche.

Dès lors, au centre droit, certains paniquent, comme en Allemagne, au sein de la CSU *[Union chrétienne-sociale en Bavière]* aux prises avec la montée d'un nouveau parti anti-immigration, l'AfD *[Alternative pour l'Allemagne, extrême droite]*.

Historiquement, la CSU a toujours cherché à couvrir toute la droite, ainsi que l'avait formulé l'ancien ministre président de Bavière, Franz Josef Strauss – *« A notre droite, il n'y a que le mur »*. La CSU devait occuper tout l'espace, sauf l'extrême droite dont les mouvements néonazis étaient hors jeu. Or, actuellement, des mouvements s'incrustent sur l'échiquier politique, qui ne sont pas néonazis ou fascistes, mais s'inscri-

vent à droite de la CSU. En Italie, le sort de Silvio Berlusconi marque aussi les esprits. Il pensait ruser, ce printemps, en s'alliant avec Matteo Salvini, de la Ligue. Or, ce dernier est maintenant au pouvoir *[il est ministre de l'intérieur et vice-président du conseil]*, après avoir dépassé Forza Italia et écarté M. Berlusconi.

Y a-t-il un risque de voir Orban prendre la tête de l'extrême droite européenne ?

C'est envisageable. Orban est le héraut que recherche Steve Bannon, l'ancien idéologue de Trump : leurs discours convergent. Orban est solidement installé au pouvoir, ce qui n'est pas le cas des autres partis, même pour la Ligue, en Italie. Il y a peut-être de la place pour un parti anti-immigration qui ne soit pas hors système, avec la Ligue de Salvini, le Rassemblement national de Le Pen, ou Les Républicains de Wauquiez, en France, ou la CSU, en Allemagne. Le côté antidémocratique d'Orban le disqualifie, mais son message porte. Il ne va pas se laisser humilier. Avant l'été, dans un hommage à Helmut Kohl, il a lancé l'idée d'un parti chrétien, européen, anti-islam. Orban sera assez intelligent pour ne pas récupérer tout le monde ; il voudra exclure les partis d'extrême droite, les groupuscules néonazis et autres. Si Orban fait scission, ce sera très difficile pour la CSU, même si on ne peut pas dire quelles forces seront à l'œuvre s'il quitte le PPE.

Comment interprétez-vous la réaction d'Orban à la menace de sanctions contre son pays ?

Sa première réaction a été de dire que c'était la revanche du système bruxellois face à la politique migratoire de la Hongrie. Cette contre-attaque est judicieuse, car elle permet à Orban de cultiver la confusion, en Hongrie comme en Europe de l'Ouest, entre les valeurs constitutionnelles fondamentales qui constituent les règles du jeu de nos systèmes et un sujet politique très discuté qui est la migration. Il se sert de cette question pour masquer la destruction de la démocratie de son pays. Cette confusion fonctionne quand on voit que les formations extrêmes de l'Ouest et une partie des conservateurs se sont abstenus ou ont voté en défense d'Orban, contre l'article 7.

La Hongrie n'est-elle plus démocratique ? Le terme de démocratie illibérale est-il trop indulgent ?

Orban a lui-même repris ce terme à son compte, même s'il ne l'a pas inventé. Ce concept sous-entend qu'il conserverait un esprit démocratique en ne rejetant que le libéralisme. Mais on ne peut pas dissocier les deux et rejeter les libertés démocratiques que sont les libertés de la presse, académiques ou d'association. Sans ces libertés, la Hongrie n'est plus une démocratie. Un autre terme me paraît plus juste : celui d'« autocratie électorale », évoquant un côté « démocratie Potemkine ». Les électeurs sont encore là pour la façade, mais l'appareil du pouvoir n'autorise plus de contre-pouvoirs. La presse, la justice, les associations, les universités sont réduites au silence. On en est là en Hongrie.

Comme en Pologne ?

Oui, sauf que le chef de gouvernement Viktor Orban a commencé plus tôt. Il en est à son troisième mandat depuis 2010 et a déjà bien verrouillé le système. En Pologne, Jaroslaw Kaczynski et son parti du PiS *[Droit et justice]* en sont à leur premier mandat depuis 2015. C'est le même projet, mais avec moins de temps pour consolider leur emprise. Une opposition peut encore s'organiser.

Cette clarification partielle serait-elle survenue sans Emmanuel Macron, qui joue beaucoup de cette contradiction interne au PPE pour l'affaiblir ?

D'autres l'ont fait, mais Macron est dans une position forte et crédible, car il cherche à attirer les mêmes électeurs au centre. Le PPE s'est alors rendu compte que la présence d'Orban devenait son talon d'Achille par rapport à cet électorat. Il faut saluer le Parlement européen à cet égard. Même si cette institution se surestime parfois, c'est la seule qui offre une scène politique paneuropéenne, où toutes ces contradictions sont mises au grand jour. On voit, selon le vote de l'un ou l'autre eurodéputé, où leurs partis se positionnent.

La menace de l'article 7 marque-t-elle un renforcement de l'Europe politique, ou plutôt un signe de démantèlement, puisque cela risque de creuser encore le fossé entre l'est et l'ouest du continent ?

A terme, il s'agit plutôt d'un renforcement, dans le sens où l'ensemble fait valoir ses valeurs fondamentales par rapport à l'une des parties. Cela concerne les fondements mêmes de la structure de l'Etat au sein de l'Union européenne, qui se définit comme une union de démocraties.

La tension Est-Ouest joue mais n'est pas essentielle. Sur le plan philosophique, l'Europe est écartelée entre deux vocations. D'une part, s'affirmer comme un ensemble de valeurs fondamentales, ouvert à tout Etat qui remplit les critères. D'autre part, être une Europe définie sur le plan géographique, une Europe-continent.

Aller au bout de la logique des valeurs, cela signifie exclure la Hongrie. Ce départ serait pourtant vécu comme une amputation, car cette issue irait à l'encontre de la perspective d'adhésion des Etats européens à un même ensemble afin d'asseoir un ordre continental. Ce dilemme fondamental n'est pas résolu et constitue un vrai casse-tête. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE RICARD

« **Now I Know** » (installation composée de bûches et de branches), de Gyula Varnai.
GYULA VARNAI/ACB GALLERY

Gyula Varnai

Gyula Varnai vit et travaille à Dunaujvaros, en Hongrie. Il est connu pour ses installations à grande échelle, ses œuvres naviguant le long de la ligne de démarcation entre l'art et le quotidien, en utilisant des matériaux de tous les jours pour créer des assemblages saisissants. Des expositions personnelles et collectives récentes ont eu lieu à Budapest, Paris, Istanbul et Maribor. Son travail a été largement montré en Europe et aux Etats-Unis. L'artiste était exposé au pavillon hongrois de la Biennale de Venise de 2017.

L'œuvre « Now I Know » (« maintenant, je sais »), représentée ci-dessus, a été créée pour l'exposition d'art hongrois « What's Up ? » en 2008.

><